

| | |
|--|---|
| | <p>compris la présente action), auxquels s’ajoutent 37 000 000 EUR déjà engagés (notamment à travers le consortium inter-disciplinaire DESIRA - Digitisation: Economic and Social Impacts in Rural Areas). Au total, si l’ensemble de ces contributions sont confirmées, l’Initiative Team Europe « Cacao Durable en Côte d’Ivoire » pourrait donc être financée à hauteur de 442 000 000 EUR par les partenaires européens.</p> <p>L’engagement de la contribution de l’UE aux Initiatives Équipe Europe prévues dans ce plan d’action annuel sera complété par d’autres contributions des partenaires de l’Équipe Europe. Il est sujet à la confirmation formelle de la contribution significative de chacun des partenaires aussi tôt que possible. Dans le cas où les Initiatives Équipe Europe et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l’action de l’UE peut continuer en dehors du cadre des Initiatives.</p> |
| GESTION ET EXÉCUTION | |
| 13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)¹ | <p>Modalité de projet</p> <p>Gestion directe par subventions</p> <p>Gestion indirecte avec les entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.3.2.</p> |

1.2 Résumé de l’Action

| |
|--|
| <p>L’action contribue directement à l’opérationnalisation de la TEI Cacao Durable. Cette TEI sera structurante à la fois pour les secteurs de l’agroforesterie, de l’agriculture et de l’agro-alimentaire. Elle sera également transformative, s’agissant de l’insertion profonde de la Côte d’Ivoire dans la chaîne de valeur, ainsi que des relations commerciales entre l’Union européenne et ses partenaires.</p> <p>L’action vise à accompagner les parties prenantes dans la transformation durable de la filière de production de cacao. Il s’agit ainsi de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcer les capacités institutionnelles d’élaboration et de conduite de politiques/programmes de durabilité, notamment par la Primature – Chef de file du dossier cacao durable – mais aussi par les Ministères techniques concernés ; - structurer la société civile autour de la question du cacao durable ; - renforcer les capacités des coopératives du secteur par une plus grande professionnalisation, tant sur les plans de la gouvernance, de la gestion d’entreprise, que de la durabilité environnementale. <p>L’action vise aussi à préparer la mise en oeuvre d’une production du cacao durable par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le soutien à l’analyse des questions de traçabilité, de suivi de la déforestation et de gouvernance inclusive, la mise en place de politiques et d’outils techniques avec l’appui de partenaires mobilisés par l’UE ; - une lutte efficace contre le travail des enfants dans les régions productrices de cacao. <p>En partenariat avec le Gouvernement ivoirien, l’action contribuera à la transformation de la production de cacao vers un modèle qui prenne en compte toutes les dimensions de la durabilité : (i) économique pour les planteurs, (ii) environnementale pour la préservation des forêts et des sols, et (iii) sociale, notamment à travers la lutte contre le travail des enfants.</p> <p>Elle permettra de positionner l’Union européenne comme un partenaire majeur de la transformation de la filière par un dialogue technique et politique, un soutien technique et des projets innovants.</p> <p>L’action est en ligne avec les objectifs stratégiques de l’Union européenne en Côte d’Ivoire, tels qu’inscrits dans le PIP et qui ambitionnent de faire de l’Union européenne un partenaire de premier plan pour la transformation du</p> |
|--|

¹ Art. 27 NDICI